



Malgré les conséquences humaines et sociales désastreuses de la crise sanitaire, le gouvernement poursuit la mise en œuvre de ses politiques de régressions sociales. Les aides aux entreprises ne sont pas conditionnées à des mesures de défense des emplois. Les suppressions de postes et de moyens dans les services publics se poursuivent alors que les agent.es -soignant.es, enseignant.es, ... comme de nombreux.es premier.es de corvée supportent les conséquences de la pandémie.

Parce que les luttes engagées par différents secteurs professionnels sont des combats de défense de nos services publics qui nous concernent tou.te.s, nos organisations appellent à participer massivement aux manifestations de ces prochains jours :

#### **Le 21 janvier 2021**

##### **Appel commun Santé Social pour une journée de mobilisation et de grève**

Face à des choix politiques qui suppriment toujours plus de lits dans les hôpitaux, qui précarisent les salarié.es, qui négligent les salaires et les conditions de travail, nous exigeons l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale. Déterminé.e-s et uni.e-s, le 21 janvier et après, salarié.e.s et usager.e-s ensemble mobilisons-nous pour obtenir la reconnaissance de nos métiers, des conditions de travail décentes, des services de qualité, partout, pour toutes et tous !

**Manifestation à 14 heures  
devant le CHU de Nantes**

#### **Le 26 janvier 2021**

##### **Mobilisation pour un Plan d'Urgence pour l'École.**

Fermetures de postes dans le second degré, transfert des infirmières scolaires aux collectivités, réformes qui favorisent le tri social à l'école...

Il nous faut agir pour ne plus subir et nous mobiliser pour obtenir un changement de cap de la politique éducative. Obtenir des moyens pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves de la maternelle à l'université et les conditions de travail des personnels, reconnaître la professionnalité enseignante, augmenter les salaires des enseignant.es comme celui des AESH et lutter contre la précarisation de l'emploi, voilà les objectifs de la grève du 26 janvier prochain.

**Nantes, 10 h, AG aux Nefs, 11h départ vers la préfecture.**

**St Nazaire, 9 h 30, AG Base sous-marine, 11h manif**

#### **Le 28 janvier 2021**

##### **Appel pour défendre le service public de l'Énergie.**

Qu'il s'agisse d'EDF, attaquée dans son modèle de groupe intégré par le projet Hercule, d'ENGIE menacée de scission et de vente à la découpe à la suite du plan Clamadiou, de l'ensemble de la filière gaz condamnée par la nouvelle réglementation environnementale RE 2020 ou encore de la SHEM menacée par la mise en concurrence de ses concessions, la destruction du service public de l'énergie s'accélère. Ne les laissons pas démanteler notre service public de l'énergie avec ces projets destructeurs qui signent le sacrifice de l'intérêt général au profit d'intérêts financiers.

**Modalités de manifestation à venir**



## **Toutes et tous, ensemble, mobilisé-es le 4 février 2021**

### **Pour l'emploi, les salaires et pensions, la protection sociale, les services publics**

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Par contre, les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

Rien pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €.

Rien non plus pour les 1ers de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Rien pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés. Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé.

Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.

Les chiffres sont clairs : 47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

Les organisations appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2022.

**Les Unions Départementales CGT, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique appellent à la grève et à participer aux manifestations :**

**à 10h30, croisée des trams, à NANTES**

**à 10 h 30, place de l'Amérique Latine, à SAINT-NAZAIRE**